

N° 68/CA du répertoire

N° 97-72/CA du Greffe

Arrêt du 19 septembre 2002

AFFAIRE : SOCIETE « TAO »

C/
D. G. I. D.

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 13 septembre 1997, enregistrée au Greffe de la Cour le 1^{er} octobre 1997, sous le n° 669/GCS par laquelle la Société « Transport de l'Afrique de l'Ouest » B. P. 208 Parakou, ayant pour conseils Maîtres Ladislav AÏSSI et Wencenlas de SOUZA, Avocats associés, a introduit un recours pour excès de pouvoir contre la décision n° 848/MF/CAB/DGID/DGE/SI du 18 août 1997 du Directeur Général des Impôts et des Domaines, lui notifiant au titre de l'exercice 1995, un redressement d'impositions et des pénalités consécutives ;

Vu le reçu n° 1100 du 14 octobre 1997 constatant le paiement de la consignation légale ;

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1^{er} juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Conseiller **Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **Raoul Hector OUENDO** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre du 13 mars 1998 enregistrée au Greffe de la Cour le 14 mars 1998 sous le numéro 0181/GCS, Maîtres Ladislav AÏSSI et Wenceslas de SOUZA ont, au nom de leur client, informé la Cour de son désistement d'instance ;



Qu'il convient en conséquence d'en donner acte à la requérante et de mettre les frais à sa charge ;

PAR CES MOTIFS

DECIDE

Article 1^{er} : Il est donné acte à la Société des Transports de l'Afrique de l'Ouest (TAO) de son désistement d'instance.

Article 2 : les dépens sont mis à la charge de ladite Société.

Article 3 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

Samson DOSSOUMON, Conseiller à la Chambre Administrative,

PRESIDENT;

Emile TAKIN

et

Bernadette HOUNDEKANDJI-CODJOVI

CONSEILLERS.

Et prononcé à l'audience publique du jeudi dix-neuf septembre deux mille deux, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Raoul Hector OUENDO, **MINISTERE PUBLIC;**

Et de Maître **Irène Olga AÏTCHEDJI**, **GREFFIER.**

Et ont signé

Le Président,

Le Rapporteur,

Le Greffier,

Enregistré à Cotonou le 01/06/05
 No 41 Case 2425-4
 Reçu Quatre mille francs.
 L'inspecteur us



[Signature]
Antoinette L. AGO

[Signature]

[Signature]